« Toute personne a droit à l'éducation »

NOUS VOUS SOUHAITONS LA BIENVENUE!

Ce deuxième numéro de L'Enseignement planétaire, initiative commune de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (FCE) et d'Oxfam Canada, portera principalement sur la quatrième Campagne mondiale pour l'éducation, tenue du 6 au 13 avril 2003.

La Campagne mondiale pour l'éducation se bat pour le droit de chaque enfant à l'éducation, en mobilisant l'opinion publique pour qu'elle fasse pression sur les gouvernements et la communauté internationale afin qu'ils tiennent leurs promesses de fournir à tous et à toutes une éducation publique de qualité, gratuite et obligatoire.

L'*Éducation des filles* était le thème de la Semaine mondiale d'action pour l'éducation, qui a eu lieu au mois d'avril 2003 et a été organisée conjointement par l'Internationale de l'Éducation (IE) et ses partenaires de la Campagne mondiale pour l'éducation. L'action individuelle et collective des membres de l'IE dans 159 pays a sensibilisé le public et les leaders politiques à l'urgence de promouvoir l'égalité des sexes en éducation.

Nous espérons que ce bulletin suscitera une prise de conscience des enjeux mondiaux en les présentant de façon à la fois instructive et intéressante, tout en appuyant les buts de la Campagne mondiale pour l'éducation.

Si vous avez des questions ou si vous désirez obtenir d'autres renseignements, veuillez communiquer avec Barbara MacDonald, à bmacd@ctf-fce.ca, ou avec Bill Hynd, à billh@oxfam.ca.

www.campaignforeducation.org
www.ei-ie.org

Avez-vous pris part à la leçon la plus longue jamais donnée dans le monde ?

Le 9 avril, dans plus d'une centaine de pays, 1 435 556 personnes participantes ont appris en même temps à quel point l'éducation des filles et des femmes est importante. Cette tentative fructueuse d'entrer dans Le Livre Guinness des records a été organisée par la Campagne mondiale pour l'éducation à laquelle adhèrent plus de 400 groupes dans le monde, y compris Oxfam Canada et la FCE.

La plupart des millions d'enfants qui ne vont pas à l'école dans le monde sont des filles. Pourtant, toutes les études indiquent qu'aucun outil de développement n'est plus efficace que l'éducation des filles. « Aucune autre politique n'est aussi susceptible d'augmenter la productivité économique, d'abaisser la mortalité des femmes et des nourrissons, d'améliorer la nutrition et de promouvoir la santé — y compris la prévention du VIH/sida. Aucune autre politique n'est aussi puissante pour accroître les possibilités d'éducation de la prochaine génération », déclare Kofi Annan, secrétaire général des Nations Unies.

À l'heure actuelle, sur les 110 millions d'enfants qui ne vont pas à l'école, les deux tiers sont des filles.

l'enseignement planétaire

PRINTEMPS 2003

Incohérence des politiques

— Le droit à l'éducation de base et le commerce des services d'éducation

La FCE continue de s'engager sur les scènes nationale et internationale à promouvoir l'éducation publique à titre de droit fondamental de la personne, plutôt que comme produit faisant l'objet d'accords commerciaux internationaux. Les pressions auprès du gouvernement fédéral et de l'OMC sont exercées de concert avec l'Internationale de l'Éducation.

Le gouvernement canadien a convenu de ne rechercher ni de prendre d'engagements à propos des services d'éducation publique dans les négociations sur l'AGCS et la ZLEA, mais il hésite à encourager d'autres pays à faire de même.

Les pays en développement sont souvent les victimes d'accords commerciaux qui rendent difficile, voire impossible, l'atteinte des objectifs du Forum mondial de Dakar sur l'éducation. Les engagements pris par les pays du G8, y compris le Canada, afin d'aider les pays en développement à respecter la Déclaration de Dakar vont souvent à l'encontre des objectifs inscrits dans les accords commerciaux desquels ils sont justement signataires.

www.ctf-fce.ca

Action mondiale sur l'éducation des filles

En 2003, l'éducation des femmes et des filles a été mise au premier plan.

Le 8 mars, les membres de l'Internationale de l'Éducation se sont penchés sur l'éducation des femmes et des filles, et ont centré leur réflexion sur les moyens d'éliminer l'inégalité entre les sexes aux paliers primaire et secondaire d'ici 2005 et à tous les paliers au plus tard en 2015.

Dans le monde entier, les éducatrices doivent prendre les devants.

La fréquentation scolaire des filles s'améliore dans 86 des 153 pays ciblés, mais un grand nombre d'entre eux accusent un retard important et demeurent vulnérables aux pertes économiques et aux crises sociales. L'éducation des femmes et des filles est essentielle pour mettre fin à des formes d'exploitation comme le travail des enfants et la prostitution.

L'éducation sauve des vies en donnant aux femmes la confiance et le pouvoir dont elles ont besoin pour faire de meilleurs choix pour elles-mêmes et pour leurs enfants.

Mary Hatwood Futrell, présidente de l'IE, ajoute que l'éducation des femmes et des filles ne doit pas être considérée seulement comme un investissement économique, mais comme un droit. « Dans le monde entier, les femmes font l'objet de discrimination et d'exploitation simplement parce qu'elles ne savent ni lire ni écrire et ne sont donc pas conscientes de leurs droits fondamentaux ». La plupart du temps, les bienfaits apportés par l'éducation des filles dans les domaines de la santé et de la productivité ne se manifestent pleinement qu'après la fin de l'école secondaire.

Si vous avez de l'instruction, vous pouvez instruire votre enfant. Vous pouvez trouver un emploi. Je pourrai enseigner à mes enfants.

Une adolescente de 15 ans essayant de terminer ses études et de se sortir de sa pauvreté de toujours.

La FCE a encouragé une action régionale chez les enseignantes et l'on trouve maintenant des réseaux dynamiques dans les Antilles, en Asie du Sud, en Afrique occidentale, en Asie du Sud-Est et au Pacifique. Les participantes appliquent à des situations très variées des visions communes concernant l'accès équitable à l'éducation, la participation au processus démocratique, des salaires justes et la protection contre l'exploitation et la violence fondées sur le sexe.

Depuis des décennies, les enseignantes des Antilles affrontent les tempêtes. Les vagues ont été fortes et menaçantes, et la mer s'est fait houleuse, mais elles ont tenu bon face aux défis que sont la mondialisation, la technologie de l'information, la criminalité, les drogues, le VIH/sida et la pauvreté.

Commentaire d'une membre du réseau de la FCE, Virginia Albert, Programme des femmes de la région des Antilles.

Parmi les obstacles courants à l'éducation des filles, comme la pauvreté et le fardeau des tâches ménagères pour en nommer quelques-uns, le VIH/sida porte un coup à l'égalité des sexes : à mesure que le nombre de décès dus au sida augmente chez les femmes adultes, les filles quittent l'école pour s'occuper de leur famille.

Les pays riches **peuvent** réaliser les objectifs de 2005 et de 2015 en matière d'éducation au coût de seulement 5,6 milliards de dollars par an, moins de trois jours de dépenses militaires à l'échelle de la planète. **Alors qu'est-ce qu'on en fait?**

Éduquer nos filles. C'est leur droit. Avec votre aide, nous pouvons mobiliser la volonté politique.

ENSEIGNER OUVRE LES PORTES VERS UN MONDE MEILLEUR.

C'est le thème de la Journée mondiale des enseignantes et des enseignants 2003, qui aura lieu le 5 octobre.

Ce thème aura des résonances importantes pour les activités des enseignantes et des enseignants sur les scènes locale, nationale et internationale. Que ce soit en donnant une perspective mondiale à leur enseignement en salle de classe, en collaborant à des dossiers communs ou en formant des partenariats pour offrir de nouvelles possibilités d'éducation dans les pays en développement, les membres de la profession enseignante ouvrent les portes de l'avenir.

Stephen Lewis recrute des enseignantes et des enseignants pour la lutte contre le VIH/sida

Les tragédies et les horreurs de la pandémie du sida en Afrique pèsent lourd sur le personnel enseignant. L'an dernier, plus d'un million d'enfants africains ont perdu leurs enseignantes ou enseignants à cause du sida. Or, ces derniers sont aussi les leaders de la communauté, et leur disparition laisse un autre vide. Comme les enseignantes et enseignants n'ont pas d'assurance-maladie et que leur salaire est peu élevé, ceux et celles qui sont séropositifs se sentent condamnés. Les salles de classe sont pleines d'enfants en deuil, car presque chaque famille est touchée.

Et pourtant, c'est par le corps enseignant que nous espérons vaincre la maladie.

Stephen Lewis est l'envoyé spécial de l'ONU pour le sida en Afrique. Son éloquence et la passion personnelle qui anime ses paroles ont captivé l'auditoire ontarien d'enseignantes et d'enseignants, lesquels se sont montrés très généreux.

Prononçant une allocution devant les membres de la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario (FEEO) en février dernier, M. Lewis a donné son appui au projet de fonds humanitaire de la FEEO, qui serait intégré à la prochaine convention collective du personnel enseignant du palier élémentaire en Ontario. À en juger par les 2 749 $ recueillis spontanément pour la fondation Stephen-Lewis, dont l'objectif est de soulager les souffrances dues au VIH/sida dans les communautés africaines, les possibilités sont immenses.

Pour que l'on puisse réussir un développement durable en Afrique, il est essentiel de commencer par une éducation sur le VIH/sida. Un avenir sain ne peut se réaliser qu'avec des citoyens et citoyennes en santé et pleins d'espoir.

La FCE apporte actuellement son aide à la publication locale de matériel éducatif pertinent sur le VIH/sida en Zambie et en Namibie. Dans la plupart des pays, les organisations de l'enseignement sont des collaborateurs clés des travailleuses et travailleurs de la santé, échangeant entre eux des renseignements pratiques bien utiles et les transmettant à leurs élèves et à leurs collectivités. Certains organismes, comme « Catholic AIDS Action » en Namibie, préparent l'avenir en renforçant la faculté de résistance des enfants.

Au Canada, les enseignantes, les enseignants et les élèves peuvent contribuer à cet accroissement de la résistance à l'échelle mondiale. La sensibilisation au VIH/sida et à d'autres problèmes qui font obstacle à un avenir sûr et en santé ouvre la porte à la compréhension et à l'action. Le financement est un des moyens d'action, des liens de compassion en sont un autre et le renforcement de la résistance grâce au respect mutuel et à la compréhension dans notre propre environnement d'apprentissage en est un troisième.

« Le sida a un visage de femme », déclare M. Lewis. « C'est là l'aspect le plus effrayant de la pandémie et cela me met hors de moi ». Il ajoute que 29 millions d'Africaines et d'Africains âgés entre 15 et 49 ans sont atteints du sida, et que 57 p. 100 d'entre eux sont des femmes. Chez ceux et celles de 15 à 24 ans, neuf millions ont le sida, dont les deux tiers sont des femmes. « Il n'y a jamais eu dans l'histoire une telle agression sur les femmes. Le sida est en train de dépeupler le continent de ses femmes. »

stephenlewisfoundation.org
www.unaids.org

Bienvenue à la Décennie pour l'alphabétisation

Les Nations Unies ont proclamé la période 2003-2012 la Décennie pour l'alphabétisation. Avec comme slogan « L'alphabétisation pour tous : la parole pour tous, l'apprentissage pour tous », l'ONU vise principalement à étendre l'alphabétisation jusqu'aux populations les plus marginalisées du monde.

Des efforts pour promouvoir l'alphabétisation sont faits depuis un certain temps, mais comme l'explique Koïchiro Matsuura, directeur général de l'UNESCO, « la persistance scandaleuse de l'analphabétisme, qui touche environ 860 millions de personnes dans le monde, est à la fois une effroyable condamnation et un appel urgent à un engagement renouvelé. » Il nous faut aspirer à un monde auquel chacun et chacune pourra participer pleinement, au sein de sa propre société.

Selon le Rapport mondial de suivi de 2002 sur l'éducation pour tous (EPT), 79 pays risquent de ne pas atteindre l'objectif de 50 p. 100 d'augmentation du taux d'alphabétisation d'ici 2015. Deux analphabètes adultes sur trois sont des femmes. Cet écart entre les hommes et les femmes est le plus grand dans les États arabes et en Afrique du Nord ainsi qu'en Asie du Sud et de l'Ouest.

La tasse de café, source de l'éducation

Les Canadiens et Canadiennes adorent le café. En effet, chaque année, nous consommons 15 milliards de tasses de café, ce qui se traduit par des dépenses de 600 millions de dollars pour le café que nous buvons chez nous et 2,2 milliards de dollars dans les cafés-restaurants de notre quartier. Cependant, combien d'entre nous sont conscients de la crise qui touche les 25 millions de personnes qui cultivent ce café?

« Le prix du café est en train de détruire cette communauté. À présent, je n'ai pas assez d'argent pour que mes enfants aillent à l'école. Comment pourrais-je les envoyer à l'école, alors que je ne peux même pas les nourrir convenablement? », dit Tatu Museyni, un cultivateur de café de la Tanzanie.

L'histoire de Tatu Museyni est également celle des cultivateurs de café dans 50 pays producteurs de quatre continents — l'Afrique, l'Amérique centrale, l'Amérique du Sud et l'Asie. Le prix payé aux cultivateurs pour leur café a chuté de 50 p. 100 au cours des trois dernières années, ce qui fait énormément de tort aux communautés et aux pays qui comptent sur les revenus du café pour se procurer des services aussi essentiels que ceux de la santé et de l'éducation.

Soixante-dix pour cent (70 p. 100) de la production mondiale de café est cultivée sur des fermes de moins de dix hectares et la grande majorité, sur des parcelles de terrain familiales dont la superficie varie de un à cinq hectares. Après le pétrole, le café est la denrée la plus consommée au monde. Plus de 60 p. 100 des revenus d'exportation du Burundi et de l'Éthiopie dépendent des ventes de café. Aujourd'hui, l'Éthiopie est aux prises non seulement avec la famine, mais aussi avec la perte d'un revenu indispensable par suite de la chute vertigineuse des prix du café.

La solution à la crise du café réside dans la réduction du déséquilibre qui existe actuellement entre l'offre et la demande. Les pays producteurs de café se sont mis d'accord pour réduire l'offre en améliorant la qualité du café sur le marché. Toutefois, ce plan ne fonctionnera que si les grandes entreprises de torréfaction et les pays riches y donnent leur appui.

La crise du café est un exemple parmi d'autres d'un commerce inéquitable qui affecte les producteurs de café du Tiers-Monde. Pour chaque dollar donné en aide aux pays en développement, le double est perdu en commerce inéquitable. Les échanges commerciaux peuvent aider à éliminer la pauvreté, mais pas lorsqu'ils profitent à une poignée de gens riches et puissants, au détriment des petits producteurs et des pays pauvres. Pour en savoir plus long sur la crise du café et la façon de faire du commerce équitable, rendez-vous au www.maketradefair.com ou www.transfair.ca.

OXFAM Canada
www.oxfam.ca

Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants
www.ctf-fce.ca

« Le monde ne sera pas en paix tant que ses besoins n'auront pas été comblés »

Ce sont les mots utilisés par l'honorable John Manley pour appuyer l'augmentation de 8 p. 100 de l'enveloppe de l'aide publique au développement (APD), en présentant son premier budget en tant que ministre des Finances.

Pour l'année 2003-2004, on s'attend à ce que le montant consacré à l'aide publique au développement passe à 3,2 milliards de dollars, puis à 3,4 milliards de dollars l'année suivante. Le ministre des Finances a également ajouté un montant approximatif de 373 millions de dollars à l'enveloppe de l'aide internationale (EAI) pour l'année courante prenant fin au mois de mars 2003.

« La moitié de ces nouveaux crédits, a expliqué M. Manley à la Chambre des communes, seront consacrés à l'Afrique, pour promouvoir la santé et lutter contre le VIH/sida, pour donner accès à de l'eau potable et pour faire une différence là où les besoins sont les plus grands, tout simplement ».

La FCE et Oxfam Canada reçoivent des fonds de l'APD par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). L'ACDI apporte un soutien aux programmes outre-mer ainsi qu'aux initiatives « Le Monde en classe » au Canada.

www.acdi-cida.gc.ca